

Arrêté n°2018/361 portant décision de la mise en réserve de chasse et de faune sauvage de l'AICA d'ARGELOS/BEYRIES

**Le préfet des Landes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.422-10, L.422-23, L.422-27, R.422-65 à R.422-67 et R.422-82 à R.422-91 et R.427-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 décembre 2006 relatif aux réserves de chasse et de faune sauvage ;

VU l'arrêté préfectoral n°2008/2275 du 5 novembre 2008 portant décision de mise en réserve de l'ACCA d'ARGELOS ;

VU l'arrêté préfectoral n°2016/1656 du 31 août 2016 portant décision de mise en réserve de l'ACCA de BEYRIES ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2017 portant création de l'association intercommunale de chasse agréée par fusion d'ARGELOS/BEYRIES ;

VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs des Landes ;

VU la consultation du public réalisée du 7 août au 27 août 2018 inclus, en application des dispositions de l'article L.123-19-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT l'article L.422-23 du code de l'environnement, prévoyant l'obligation pour les ACCA et les AICA de constituer une ou plusieurs réserves de chasse d'une superficie au moins égale au dixième de la superficie totale de leur territoire ;

CONSIDERANT que cette décision modificative ne génère pas d'incidence significative sur l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er.- La réserve de chasse et de faune sauvage de l'AICA d'ARGELOS/BEYRIES est érigée sur les terrains d'une contenance totale de **83,50 ha** situés sur le territoire des communes d'ARGELOS et de BEYRIES, désignés en annexe.

ARTICLE 2.- Cette réserve est mise en place pour une durée minimum de cinq ans à compter de ce jour. Elle pourra être modifiée à l'issue de cette période sur demande de l'association communale de chasse agréée. Cette mise en réserve de chasse et de faune sauvage ne concerne pas les parcelles et parties de parcelles situées à moins de 150 mètres des habitations, qui sont exclues de droit du territoire de l'ACCA.

ARTICLE 3.- Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve de chasse ainsi constituée. Toutefois le plan de chasse peut y être exécuté lorsqu'il est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvocynégétiques dans les conditions compatibles avec la préservation du gibier et sa tranquillité.

ARTICLE 4.- Conformément aux dispositions ministérielles et préfectorales en vigueur pour l'application de l'article R.427-6 du code de l'environnement fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces classées susceptibles d'occasionner des dégâts, la régulation des espèces classées susceptibles d'occasionner des dégâts peut être effectuée dans les réserves de chasse et de faune sauvage par l'ACCA (sur les parcelles où elle détient la délégation du droit de destruction).

A ce jour les modalités de régulation sont les suivantes (elles sont susceptibles d'évoluer au cours de la période de validité de la réserve ainsi constituée, se conformer dans ce cas aux textes en vigueur) :

- à tir de l'ouverture à la clôture de la chasse de l'espèce sur autorisation administrative ainsi que durant la période de régulation définie par les textes en vigueur. Le ragondin et le rat musqué peuvent être détruits à tir toute l'année sans autorisation administrative ;
- par piégeage toute l'année, sans autorisation préalable, sauf pour le sanglier.

La régulation doit être motivée par les enjeux cités à l'article R427-6 du code de l'environnement :

- 1° Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ;
- 2° Pour assurer la protection de la flore et de la faune ;
- 3° Pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles, forestières et aquacoles ;
- 4° Pour prévenir les dommages importants à d'autres formes de propriété (ne s'applique pas aux espèces d'oiseaux).

L'association intercommunale de chasse agréée devra adresser chaque année avant le 15 avril, à la direction départementale des territoires et de la mer, un compte rendu des prélèvements à tir effectués dans la réserve.

ARTICLE 5.- Des panneaux matérialisant la mise en réserve doivent être apposés, en particulier aux points d'accès publics à la réserve, par les soins de l'association intercommunale de chasse agréée **d'ARGELOS/BEYRIES**.

ARTICLE 6.- L'association intercommunale de chasse agréée s'engage :

- à prévenir des dommages aux activités humaines,
- à favoriser la protection de la faune sauvage et de ses habitats, en aménageant notamment des cultures à gibier, jachères faune sauvage ou en créant des dispositifs visant au développement du gibier (volières anglaises, agrainoirs, garennes...);
- à maintenir la tranquillité des lieux pendant les périodes d'occupation pour l'accueil de l'avifaune migratrice.

ARTICLE 7.- Le présent arrêté annule et remplace les décisions du 5 novembre 2008 et du 31 août 2016.

ARTICLE 8.- Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours devant la juridiction territorialement compétente dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la présente décision.

ARTICLE 9.- Le directeur départemental des territoires et de la mer, le commandant du groupement de gendarmerie des Landes, le service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, le président de la fédération départementale des chasseurs des Landes, le président de l'AICA, le maire concerné ainsi que tous les agents habilités à constater les infractions en matière de police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant un mois dans les communes d'ARGELOS et de BEYRIES par les soins des maires et inséré au recueil des actes administratifs des services de l'Etat dans le département des Landes

Fait à Mont-de-Marsan, le

Pour le préfet des Landes et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires
et de la mer et par délégation,
Le chef de service

Julie LACANAL

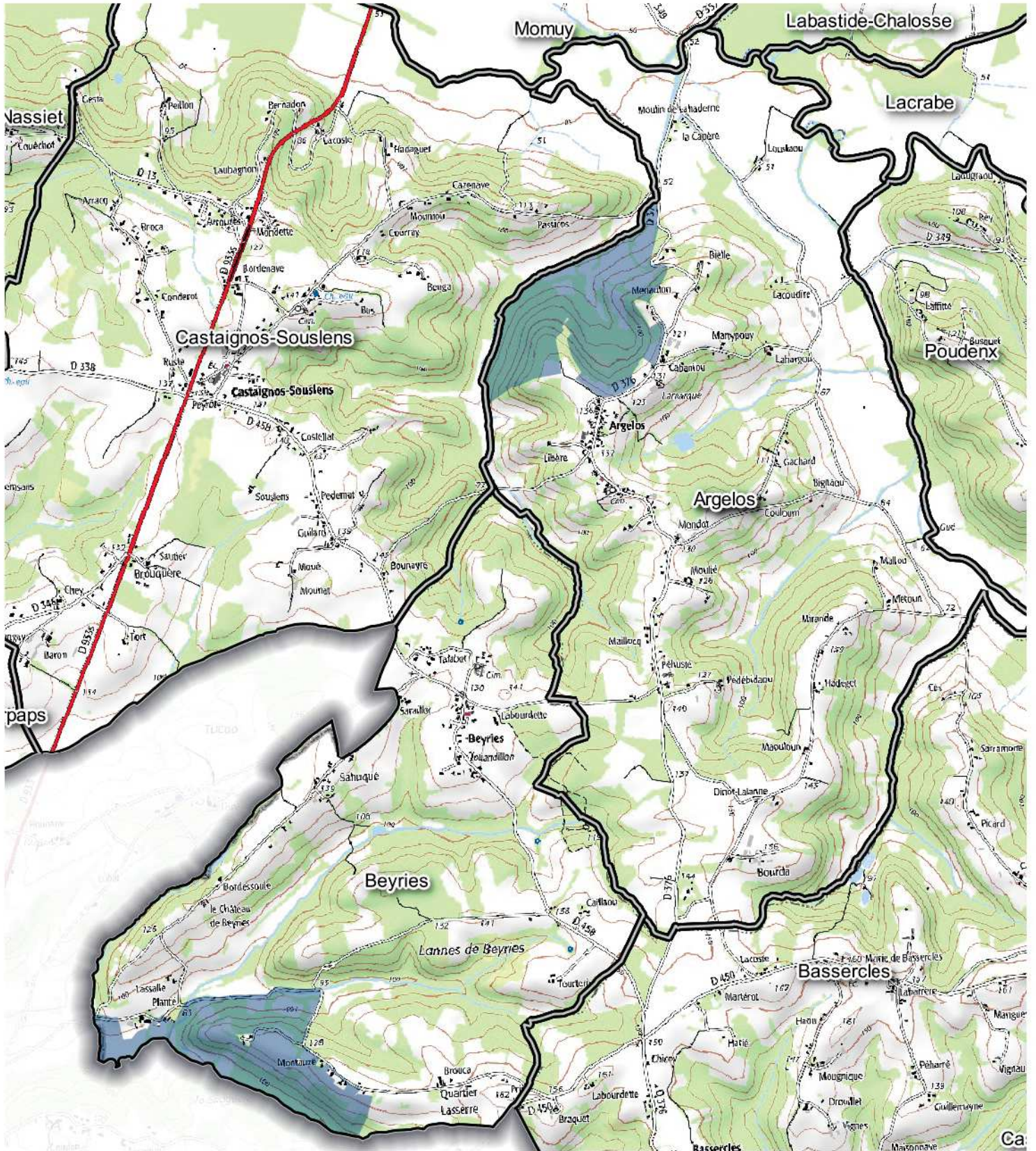
Annexe à l'arrêté n° 2018/361 portant décision de la mise en réserve de chasse
et de faune sauvage de l'AICA d'ARGELOS/BEYRIES

COMMUNE	SECTION	NUMERO DE PARCELLES
ARGELOS	B	1 à 35 – 37 à 45 – 48 – 49 – 52 à 68 – 73 à 75 – 77 à 84 – 470 à 472
BEYRIES	A	277 à 280 – 282p – 283 – 483 à 485 – 487
	B	299 à 302 – 304p à 306 – 310 à 322 – 324 à 327 – 329 à 348 – 352 à 360 – 362 à 380 – 407p – 409 – 410 – 412 – 420 – 421p – 422 – 424 – 425

Pour le préfet des Landes et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires
et de la mer et par délégation,
Le chef de service

Julie LACANAL

Annexe à l'arrêté préfectoral n°2018-361 modifiant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'AICA d'ARGELOS-BEYRIES



DDTM40/SNF/Bureau Env. Chasse - Tous droits de reproduction réservés - Source: Fonds cartographique :© IGN Bd parcellaire®, orthophoto, scan25, ©DGFiP - Cadastre® - Donnée : DDTM des Landes, ACCA, FDCL40

Légende

- Limite communale
- Parcelles en réserve

0 200 400 600 m

